

RENCONTRE

BESANÇON: selon les syndicats, « seules de nouvelles propositions de M. Giraud permettraient d'engager jeudi les négociations »

Besançon, - La réunion organisée mardi entre M. Giraud et les représentants du personnel Lip a été interrompue au bout d'une heure de discussion par le départ de la délégation C.F.D.T. d'une partie de la délégation C.G.C. . M. Giraud était arrivé 5 heures aux anciennes Salines d'Arc-et-Senans (Doubs) lieu choisi par lui de préférence à la mairie de Besançon.

Vers 16 h. 30, après avoir fait choix d'une salle et satisfait aux exigences des journalistes, les délégations C.F.D.T., C.G.T., F.O., C.G.C., ainsi que celle du comité d'action de l'entreprise commençaient avec M. Giraud leur séance travail à huis clos, sans que le moindre préalable ait été avancé d'un côté ou de l'autre. A 17 h. 30, une partie des cadres, ainsi que les délégués C.F.D.T., avec à leur tête M. Charles Piaget, quittaient brusquement la salle. Peu de temps après, les délégués du comité d'action sortaient également. Enfin, la C.G.T., F.O. et les derniers cadres prenaient congé de Giraud, en déclarant aux journalistes qu'ils partageaient l'opinion des autres délégations sur le fond, mais qu'ils étaient restés «*pour éviter la rupture* »).

M. Giraud avait annoncé qu'il reviendrait jeudi à 10 heures; il semble que toutes les organisations présentes mardi assisteront en fait à cette nouvelle rencontre. Entre-temps, M. Giraud aura pu rendre compte à M. Charbonnel et la C.F.D.T. de peaufiner un plan qu'elle a finalement peu développé au cours de cette première journée d'Arc-et-Senans. Il apparaît, en effet, que le débat engagé par M. Giraud a essentiellement porté sur un exposé des vertus du Groupement d'Intérêt économique envisagé et sur un possible calendrier de réembauche.

«Rien dans la musette»

Pour M. Giraud le G.I.E. «*est un gage de survie de l'entreprise*». Pour les syndicats, c'est un démantèlement déguisé. Ils en veulent pour preuve que les fabrications touchant à l'armement sont transférées dans un autre local, que les capitaux des diverses unités du groupe ne seraient pas associés et qu'en fait il n'y aurait guère de lien, aussi bien au niveau des directions qu'à celui personnel.

De plus, les syndicats ont mesuré le risque que constitue pour l'avenir du personnel la remise à plusieurs sociétés des différents départements de Lip. Qui peut affirmer, en effet, que Spemelec ou Ernault-Somua, qui n'ont accepté de s'embarquer dans cette galère que sur l'insistance gouvernementale, ne seront pas tentés un jour ou l'autre de rapatrier leurs ateliers bisontins ou ornaiss à Vichy où ailleurs, où d'y pratiquer une politique sociale qu'une dispersion des forces syndicales rendrait alors moins contrôlable?

Après son intervention télévisée de 13 heures, on avait cru comprendre que M. Giraud se rendait aux arguments de la C.F.D.T. concernant le non-démantèlement de Lip. S'agissait-il simplement d'apaiser l'opinion? Sur cette question, la religion de la C.F.D.T. semble faite: M. Giraud «*n'apporte rien dans sa musette* », dit Raymond Burgy en quittant la salle; «*il n'a aucun élément à nous proposer*».

Pour la C.F.D.T. le non-démantèlement est désormais la clé de voûte de l'édifice qu'elle compte consolider en amplifiant les campagnes de soutien à quelques jours de la rentrée sociale. Du maintien d'une entreprise unique dépendent, dit-elle, la garantie de l'emploi et des salaires. L'annonce par M. Giraud d'un calendrier de réembauche ne portant que sur sept cent cinquante salariés d'ici au début octobre (500 pour l'horlogerie, le 1^{er} septembre, 150 pour l'armement et 100 pour les machines-outils dans les premiers jours d'octobre) les aura confortés dans cette opinion.

«*Ils voudraient, a répliqué Giraud une fois seul dans la salle de réunion, que j'embauche le dernier avant d'avoir embauché le premier.*» Et de préciser qu'il avait pris l'engagement qu'il «*n'y aurait plus personne sur le carreau au 31 décembre*»

On lui a fait la démonstration qu'il n'y avait pas d'emplois sur Besançon. Pendant ce temps M. Burgy déclarait. «*Dire le contraire est une escroquerie.*»

Il a semblé aux syndicalistes que M. Giraud «*n'avait pas changé de disque*» et que le dialogue était un dialogue de sourds, que l'on parle de non-démantèlement de l'entreprise, d'emplois ou de garantie des ressources des travailleurs de Lip.

M. Galminche, un des cadres qui participaient à la réunion, devait le dire très sèchement à M. Giraud au cours de la discussion et entraîner la C.F.D.T. à quitter la salle,

On s'est posé ici la question de savoir si l'incident aurait des répercussions sur l'unité syndicale, puisque la C.G.T., F.O. et une partie des cadres se sont attardés quelques instants avec M. Giraud. En réalité, les représentants du personnel de Lip étaient prévenus contre les tentatives de division, Ils vont s'efforcer de maintenir

un front commun, vers lequel F.O. et les cadres, dans leur majorité, semblent vouloir se diriger. Des ré unions intersyndicales vont avoir lieu avant jeudi pour mettre au point une stratégie commune au niveau des négociations.

En tout cas, M. Giraud sait maintenant qu'il lui faut apporter des éléments nouveaux s'il veut avancer. Car il va se heurter à de très vives réactions, les représentants du personnel Lip et les organisations syndicales ne pouvant désormais qu'intensifier leurs campagnes d'information et de protestation en direction d'une opinion publique que pourraient désorienter les déclarations optimistes du gouvernement ou de ses représentants.

CLAUDE FABERT.

Les deux confédérations réaffirment leur unité

(Suite de la première page.)

Une réunion pour rien. C'est ainsi que l'on est tenté de résumer la première rencontre de M. Giraud avec l'ensemble des représentants syndicaux de Lip (C.F.D.T., C.G.T., F.O. et C.G.C.), mardi 21 août à Arc-et-Senans, près de Besançon. Après les déclarations conciliantes de ces derniers jours de MM. Charbonnel et Messmer, les syndicalistes attendaient que leur Interlocuteur leur précise la manière dont une relance complète de l'entreprise était possible. M. Giraud s'est, en fait, contenté de rappeler qu'il était prêt à prendre personnellement la direction du groupement d'intérêt économique qui réunirait les nouvelles sociétés d'exploitation des différents secteurs de Lip et qu'a s'efforceraient qu'aucun travailleur de Lip ne «*reste sur le carreau*» à la fin de l'année.

Mais il a reconnu que, dans l'immédiat, deux cent cinquante à trois cents personnes ne pourraient être réembauchées.

Face à M. Giraud qui s'est, semble-t-il, contenté de reprendre les grandes lignes des dernières propositions de M. Charbonnel, quitte à les assortir de promesses pour l'avenir, les syndicats ont répété leurs revendications communes : pas de démantèlement, garantie de l'emploi et des avantages acquis pour tous.

L'impasse paraît donc totale. Pourtant aucun des partenaires ne se veut aussi catégorique. Les représentants de la C.F.D.T., comme ceux de la C.G.C., qui ont quitté la réunion de mardi avant la fin n'envisagent pas d'être absents à la nouvelle rencontre proposée par M. Giraud pour jeudi matin, la C.F.D.T. ayant précisé pour sa part, qu'elle n'y enverrait qu'un seul délégué, et à titre d'observateur. L'envoyé spécial de M. Charbonnel viendra-t-il cette fois avec quelque chose «*dans sa musette*» ?

Théoriquement M. Giraud a les mains libres, aucun accord définitif n'a en effet été conclu avec ses partenaires Industriels. l'I.D.I., Ebauches S.A. Ernault-Somua et Spemelec. Ceux-ci attendent de connaître le plan précis de redémarrage pour se prononcer sur leur participation. Sa marge de manœuvre n'en est pas moins étroite. car il est clair, et les récentes déclarations d'Ebauches SA. sont révélatrices à cet égard, qu'un plan de relance qui ne comporterait pas de licenciements ne serait sans doute pas considéré comme «*valable*» par les entreprises intéressées.

Reste bien sûr la constitution de cette quatrième société, qu'a évoquée M. Charbonnel, et dont finalement on ne sait pas grand-chose. Les pouvoirs publics interviendront-ils pour tenter d'infléchir la position des industriels? On voit mal, sans cela, comment il pourrait être possible de sortir de l'impasse.

Les syndicats à vrai dire commencent à douter sinon de la bonne volonté, du moins des réelles possibilités de négociation de M. Giraud, dont ils rappellent d'ailleurs qu'il n'avait pas été prévenu de l'évacuation de l'usine par les forces de l'ordre. Mais ils veulent épuiser toutes les possibilités de discussion.

Les divergences de tactique entre syndicalistes apparues mardi à Arc-et-Senans ne doivent pas être surestimées. Au cours de l'assemblée générale du personnel Lip, ce mercredi matin, les délégués C.G.T. et C.F.D.T. ont réaffirmé leur volonté de poursuivre de front la négociation et l'action, («*Il n'y a eu hier, entre nous, a expliqué M. Charles Piaget, que différence d'appréciation sur le moment où il fallait quitter la salle*»).

De même, au plan confédéral, les dirigeants des deux grandes centrales ont réaffirmé dès que la fin de la réunion d'Arc-et-Senans a été connue, leur volonté commune de voir s'intensifier partout en France les actions de solidarité avec les travailleurs de Lip. A Paris comme à Besançon les syndicats veulent éviter de tomber dans les pièges qu'ils croient déceler : ils entendent épuiser tous les moyens d'une négociation avec M. Giraud avant de se retourner à nouveau directement vers le gouvernement; ils veulent éviter toute faille intérieure dans

l'unité intersyndicale qui a contribué, pour une grande part, à la continuité de l'action des travailleurs de Lip pendant quatre mois

La responsabilité des anciens dirigeants

Nous avons reçu la lettre suivante à M. Emmanuel Journoud, de Strasbourg .'

Le problème de l'affaire qui tourne mal par la faute du patron m'est familier. Et nous en verrons d'autres, Il semble, sans vouloir évoquer le « principe de Peter». *qu'à partir d'une certaine réussite un patron ait atteint le plafond de sa compétence et n'y voie plus clair.*

Mais il a cependant porté encore la responsabilité de l'affaire, du gagne-pain de ses ouvriers. de la sécurité de leur emploi, de la paix de leur esprit. Et son conseil d'administration avec lui. M. Lippmann paraît. semble-t-il. couler des jours calmes sur la Côte d'Azur. Je n'ai pas encore lu que soient évoquées sa responsabilité pécuniaire et celle de son conseil. Aucune déclaration du syndic ne m'est venue sous les yeux à ce propos. Qu'en est-il ?

M. Lippmann et ses administrateurs, après avoir gagné beaucoup d'argent pour l'affaire et pour eux-mêmes, sont-ils devenus pauvres comme Job ? Mais la loi prévoit des recours contre eux. Il ne suffit pas de démissionner d'un conseil pour pouvoir se laver les mains de la suite des fautes que l'on a commises.

Dans tout ce qui se publie de sérieux sur l'affaire Lip, on ne parle plus guère de M. Lippmann et de ses administrateurs. On aimerait quand même savoir ce qui se passe de leur côté et si le syndic fait son métier auprès de son tribunal, et peut-être au-delà. Quand une affaire tourne mal, les temps qui ont précédé la déconfiture sont toujours marqués par des fautes graves.

PARIS: La C.G.T. et la C.F.D.T. invitent les travailleurs à multiplier les débrayages de solidarité

Les dirigeants des confédérations C.G.T. et C.F.D.T. devaient rencontrer ce mercredi 22 août après-midi les représentants de la F.E.N. et des partis de gauche (P.C., P.S., P.S.U.. radicaux de gauche. Ils devaient à cette occasion réaffirmer dans une déclaration commune leur appui aux travailleurs de Lip et leur participation aux actions de solidarité qui se poursuivent dans les différentes régions de France.

Les représentants confédéraux de la C.G.T. et de la O.F.D.T. qui ont appris au cours de leur réunion commune, mardi à Paris. l'échec des négociations à Arc-et-Senans, ont immédiatement appelé leurs militants « à intensifier l'action massivement sous toutes ses formes, en particulier par des arrêts de travail et avec esprit de continuité dans les jours à venir pour contribuer à assurer le succès des travailleurs de Lip par de véritables négociations.

«En allant dans cette voie, ajoutent les deux confédérations, les travailleurs lutteront en même temps pour la satisfaction de leurs revendications propres.»

La C.G.T. et la C.F.D.T. «saluent» également dans leur communiqué la grève de l'O.R.T.F. du jeudi 23 août et «(invitent leurs organisations régionales, en s'inspirant de la journée d'action organisée par leurs deux unions régionales parisiennes, à prendre toutes initiatives permettant le développement et la coordination de l'action à partir des lieux de travail et des localités ».

Dans la région parisienne, en effet, les unions C.G.T. et C.F.D.T.

ont décidé une journée d'action pour le Jeudi 23 août; elles appellent les salariés à observer des arrêts de travail et à faire signer des pétitions de soutien aux travailleurs de Lip qui seront déposées par des délégations des différentes entreprises à partir de 16 heures à l'hôtel Matignon

Les représentants du parti socialiste, du parti communiste. du P.S.U. et du Mouvement des radicaux de gauche de la région parisienne. qui se sont rencontrés, de leur côté. mardi, au siège de la fédération socialiste de la Seine, ont lancé un appel à leurs militants tant pour soutenir cette journée d'action et manifester leur solidarité aux travailleurs de Lip. Ils ont. eux aussi, décidé d'envoyer jeudi une délégation à l'Hôtel Matignon.

D'autre part, l'Union régionale parisienne de la C.F.D.T. fait état d'enquêtes organisées par le pouvoir sur le comportement des sections syndicales d'entreprise C.F.D.T. « C'est ainsi, écrit-elle, que la gendarmerie nationale de Domont (Val-d'Oise), a reçu l'ordre de questionner tous les employeurs pour connaître l'intention de la C.F.D.T. d'organiser des arrêts de travail, l'importance de ceux-ci et, par la même occasion, l'influence de la C.F.D.T. dans l'entreprise. (...) Elle proteste énergiquement contre l'utilisation abusive qui vient d'être faite de la gendarmerie nationale.»

. M. Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, précise la position de son organisation dans le conflit Lip : " Nous croyons à une solution négociée. Si certains tournaient le dos à la négociation, ils indiqueraient clairement leurs intentions extra syndicales. (...) Nous voulons espérer que des bases raisonnables existent pour apporter une solution globale pour la reprise de l'ensemble des activités des anciennes usines Lip et que cette solution garantira l'emploi et les intérêts du personnel,

A la suite de l'article concernant l'éventuelle reprise de Lip par un groupe franco – américain (*le Monde* du 22 août), la SECMA (société de signalisation automobile), qui était citée comme intéressée par ce projet, nous prie de démentir cette intention. Elle ajoute n'avoir jamais eu le moindre contact avec la SEURTEC à ce propos.

M^o Jacquot, syndic chargé de la liquidation de Lip, a reçu en tout cas mardi, en en de matinée. un dossier de la SEURTEC contenant les données liminaires d'un plan visant à la reprise. globale de Lip. Dans ce dossier il est fait état de la création d'un syndicat financier composé de sociétés françaises et étrangères apporteurs de capitaux; mais aucune indication n'y est fournie sur l'identité de ces dernières. Nous croyons néanmoins savoir que la société américaine I.S.J. (International Society Investment) serait intéressée par le projet.

Vraies et fausses solutions

(suite de la première page.)

Cette complicité s'est marquée de manière constante lorsque le gouvernement a misé sur le pourrissement de la grève, puis, en désespoir de cause, a utilisé le seul argument qui lui restait: la force.

Ces constatations permettant de mesurer la valeur réelle du fameux plan Charbonnel, dont chaque nouvelle version est saluée de manière publicitaire, alors que l'existence même d'un quelconque plan Charbonnel est douteuse: ne reprend-il pas dans leur quasi-totalité les grandes lignes du plan proposé par la firme Ebauches? En vérité, dans cette affaire, les seules responsabilités assumées par le pouvoir sont celles de porte-parole d'intérêts multinationaux, sans marge de manœuvre aucune.

Une entreprise viable

Cette attitude est d'autant plus scandaleuse que l'entreprise Lip est économiquement viable il condition que l'Etat ne se contente pas d'accompagner purement et simplement le démembrement de l'économie du pays, Il s'agit, à Lip, et c'est pour le moment l'enjeu fondamental, de revivifier l'entreprise, d'éponger les conséquences des erreurs de gestion et du sabotage de l'activité par Ebauches et le gouvernement. C'est à l'Etat d'assumer cette responsabilité, Yves Le Foll, au nom du P.S.U., a déposé une proposition de loi dans ce sens, dont il faut rappeler les principes essentiels: reprise de Lip sans démantèlement ni licenciements par une régie nationale, sous le contrôle des travailleurs, pendant le temps nécessaire à la remise sur pied de l'activité de l'entreprise sur des bases saines: après ce temps (trois ans, par exemple) les travailleurs seront invités à faire connaître leur choix sur les formes d'organisation sous lesquelles se continuera la société, Alors, et alors seulement, une prise de position sur les structures futures de Lip sera possible.

C'est dire que les appels à la participation, les positions du ministre concernant la coopérative ouvrière, indépendamment de leur caractère dérisoire dans un climat d'intervention policière, ne sont qu'une diversion supplémentaire, Une coopérative ouvrière commençant ses activités à Lip aujourd'hui se trouverait confrontée aux pires difficultés et en butte à une concurrence souvent déloyale, il suffit d'analyser les expériences présentes ou passées pour savoir que l'avenir d'une coopérative est totalement lié à la Politique qui est mise en œuvre dans l'ensemble du secteur économique concerné, si ladite coopérative était acculée à la faillite, quelle chance alors pour le gouvernement et le patronat de pouvoir enfin démontrer que les travailleurs sont incapables de gérer une entreprise et Imperméables à ce que M. Charbonnel appelle «les Idées d'autogestion» Quant à la participation, Il est toujours réjouissant d'entendre un responsable gaulliste avouer que la participation n'est pas possible «quand la situation est difficile» ; cela veut dire qu'elle ne le sera jamais, Peut-être exigera-t-elle à chaque fois une Intervention policière préalable? Les partenaires de Mr Charbonnel risquent d'être toujours casqués. Une fois de plus le mythe de la participation s'écroule et avec elle un pseudo-projet politique : la fameuse association capital-travail avec ses multiples variantes.

Trois démonstrations

Par contre, c'est vrai, l'action des travailleurs de Lip est au cœur du débat sur l'autogestion comme projet politique. En effet, cette action ne se réduit pas à des formes de lutte imaginatives certes, mais très localisées. Elle représente un apport qualitatif nouveau pour l'ensemble du mouvement ouvrier en mettant en lumière d'imposer le rapport de forces nécessaire à l'autogestion socialiste: le contrôle ouvrier dans l'entreprise et le contrôle populaire sur toutes les formes de la vie sociale, qui lui est indissolublement lié, «*Contrôler auiaurd'hui pour décider demain*», tel était le titre du manifeste adopté lors de notre huitième congrès à Toulouse. en décembre 1972. Or il s'agit bien de cela chez Lip : les formes de lutte choisies ont permis d'imposer le rapport de force nécessaire pour permettre aux travailleurs de négocier, mais elles annoncent aussi avec un degré de clarté rarement atteint ce que devrait être, pour reprendre la formule d'Edmond Maire, «*la légalité de demain*». Dans leur combat, les travailleurs de Lip ont fait trois démonstrations :

La première concerne la sacro-sainte propriété capitaliste: au premier accroc le patronat a plié bagage: ce sont les travailleurs qui ont maintenu l'outil da travail, poursuivi la fabrication et la vente des montres et assuré, ô Ironie! une publicité sans équivalent à cette marque que l'on disait déclassée.

La seconde touche au fonctionnement de l'entreprise: la responsabilité, l'imagination, le sérieux des travailleurs de Lip ont montré que ces derniers étaient capables de faire tourner une entreprise, Georges Séguéy l'a fort bien résumé au meeting de Besançon: "*Vous avez montré que les patrons ne peuvent se passer des travailleurs, les travailleurs peuvent se passer des patrons*, ~

La troisième enfin est décisive :il s'est avéré qu'une autre organisation du travail était possible pour peu que l'on s'attaque à deux piliers du système capitaliste : la hlérarchie et la division sociale du travail

Ces trois démonstrations sont capitales: elles établissent qu'une stratégie de contrôle ouvrier n'est pas seulement efficace dés aujourd'hui sur le plan du combat syndical. mais qu'elle prépare l'avenir Avec Lip, la prétendue opposition entre les «*rêveries autogestionnaires*» et le "réalisme syndical" est en train de voler en éclats,

Comment s'étonner que, dans ces conditions, l'unité réalisée, celle des travailleurs: celle des organisations politiques et syndicales, soit beaucoup plus forte et mobilisatrice qu'il y a quelques mois? Car cette unité s'est réalisée autour des travailleurs de Lip, sur la base de leurs objeotifs et surtout, cela est nouveau, dans le soutien à leurs formes de lutte. En effet, l'unité des organisations ne suffit pas si elle n'est pas réalisée aussi à la base par les travailleurs eux-mêmes et autour d'objectifs réellement adaptés à la lutte contre le capitalisme moderne

Une véritable unité populaire est aujourd'hui possible, et les militants du P,S,U, y contribuent activement chez Lip, à Besançon et dans toute la France .Et l'espoir qui se lève, alors que tant de mythes s'effondrent, donne à ce mois d'août un goût de printemps.....

MICHEL ROCARD